

le journal de la BOURSE DU TRAVAIL OCCUPÉE

par des travailleurs sans-papiers isolés

NUMÉRO 12 • Vendredi 1^{er} Mai 2009 • 50 centimes

SOMMAIRE • page 2, OCCUPATION : Où en est-on ? • page 2, Rhône : création d'un syndicat de sans-papiers • page 3, VOIX DE SOUTIEN : L'occupation ? Une expérience approfondie de lutte • page 4-7, Les Damnés de la civilisation • page 8, COORDINATION 75 : Communiqué 18 avril 2009 • page 8, « Mais qu'est-ce qu'ils font encore ces gens à la Bourse du travail !? »

DE LA PROFITATION DES SANS-PAPIERS

Depuis la grève générale et le mouvement contre la vie chère des populations noires des Antilles, depuis l'inédite marée noire de la manifestation parisienne de solidarité, le samedi 21 février (trente mille personnes défilant de la place de la République à celle de la Nation), un mot nouveau a acquis droit de cité dans le vocabulaire politique de la métropole. Ce mot est un mot ultramarin, a expliqué un orateur antillais, ce mot est le mot *profitation*.

Selon cet orateur, il résulte de la combinaison de deux mots : *profits* (capitalistes) et *exploitation* (colonialiste). C'est-à-dire que, dans les départements d'outre-mer, les profits capitalistes continuent de venir du terreau des rapports sociaux dominants hérités des anciennes colonies. C'est la colonisation blanche qui se poursuit, sous des formes nouvelles et illusoires.

Ici n'est pas le lieu de chercher jusqu'à quel point cette définition recouvre la réalité sociale et économique et la conscience collective des Antillais. Mais on ne saurait mieux rendre, par un seul mot, la situation des sans-papiers en France. De ceux, notamment, qui viennent des anciennes colonies françaises d'Afrique.

La différence, pour ces anciens colonisés non antillais, est que les rapports de profitation non seulement subsistent dans leurs pays d'origine, sous des formes nouvelles, néocolonialistes, mais que, collés à leur peau, ils les suivent dans l'ancienne métropole. C'est leur lot et leur destin. Ces rapports, la France blanche les étend sur son sol en même temps qu'elle y traite ces immigrants de couleur comme des « clandestins ». Elle les étend au double sens du mot : *profits capitalistes* doublés de l'*exploitation colonialiste* d'hommes et de femmes spoliés de leurs droits d'êtres humains.

Comme tout rapport général de domination, d'exploitation sociale, et d'autant plus que la réalité en est plus âpre, il ne faut pas que la profitation, pour s'exercer au mieux, s'exerce seulement dans sa forme nue. Publiquement, elle se doit de ne pas se présenter sans fard, sans être revêtue d'un cadre d'ensemble, juridique, idéologique, politique. Elle se doit de constituer un corps multiple, nuancé, à facettes, prenant des formes allant des plus ou moins ouvertes (là où l'exploitation matérielle se pratique) aux plus sournoises.

On peut dire, pour faire court, qu'on exerce souvent le rapport général, sous une forme quelconque, sans le vouloir, sans le savoir, simplement parce qu'il est dans l'esprit du temps et qu'on le respire avec l'air ambiant. C'est comme cela que se façonnent les formes les plus insidieuses, conformes à la conservation générale du rapport.

On pourrait exprimer cela de manière peut-être plus appropriée par le mot *profitage*, au sens qu'emploi, nous dit-on, les Algériens. Profitation renvoie notamment à la sphère économique-sociale et aux grands profits du patronat ; alors que profitage renverrait surtout à quelque chose comme une « rente de position » d'ordre social-politique, au clivage entre ceux du commun des hommes qui peuvent, par leur position dans la société, « profiter de la situation », qui en profitent en fait, et ceux qui ne peuvent pas.

C'est pour attirer l'attention sur ce danger (danger dès qu'on aborde le terrain des luttes des sans-papiers sans se défaire des idées reçues, syndicales, politiques, ou autres, de tous bords), que ce numéro du journal a été préparé. Profitage subi, page 2. Critiqué, page 3. Exercé, page 8. Et, pages 4 à 7, une assez longue réflexion parue avant l'occupation de la Bourse du travail, donc au-dessus de tout soupçon qu'elle puisse être un parti pris en sa faveur.

Où en est-on ?

Les quatre premiers mois de l'année 2009 se sont écoulés sans grandes nouveautés à l'occupation de la Bourse du travail, si l'on excepte les remous causés par le communiqué de la commission administrative du 5 février [voir le numéro 11 du Journal] et par l'arrivée de quelques nouveaux soutiens. On pourrait même croire que, d'une part, l'occupation est en train de « s'éterniser » par la force des choses et malgré les volontés contraires, et que, d'autre part, la ligne de la Csp 75 a en partie changé, pour obvier à cela.

Le Haut Conseil des Maliens de France (tendance Makan Sidibé), d'abord, a fait une tentative de médiation entre la Csp 75 et la CGT pour débloquer la situation. Après un début prometteur, cette tentative a tourné court. Ensuite, le Conseil des Maliens de France (tendance Gaharo Doucouré) à son tour s'est mis de la partie, essayant, également sans résultats, de jouer un rôle de médiateur à la fois envers la CGT et le ministère de l'immigration.

Depuis la mi-février, des représentants du comité Paris-centre et du comité Belleville-Lilas du NPA ont commencé aussi à venir régulièrement à l'occupation, proposant à la Csp 75 et aux autres forces de gauche une « initiative unitaire » pour sortir de l'impasse (de l'occupation) « par le haut ». Ceci aussi a tourné court, en tant qu'initiative unitaire. Les autres forces de gauche, excepté quelques personnes à titre individuel, ont fait défaut ou faussé compagnie.

Le 5 mars s'est tenue une conférence de presse dans une Bourse du travail bondée de monde [voir la vidéo sur notre site]. Le secrétaire général de l'UD-CGT aussi était présent, et Sissoko, porte-parole de la Csp 75, a annoncé un changement de langage, sinon de ligne : *À partir d'aujourd'hui, on ne dit plus que nous occupons la Bourse du travail, mais que nous y avons trouvé refuge. Persécutés par le gouvernement, nous avons trouvé refuge dans la maison des travailleurs.*

Les différentes initiatives et propositions ont d'abord suscité un grand espoir d'un concours de nombreux nouveaux soutiens. Si bien que l'idée a été lancée par la Csp 75 d'une marche nationale et unitaire sur le ministère de l'immigration, pour demander la régularisation de tous les sans-papiers de l'occupation [voir encadré page 8]. Mais en fait la situation est de

nouveau à un point mort, côté soutien, depuis la fin mars. Voici l'explication qu'en donne Sissoko.

FAIRE LE VIDE AUTOUR DE LA Csp 75

« Ce recul après de grands espoirs suscités, on ne saurait le considérer à la lumière des contradictions internes au NPA. Ou plutôt, celles-ci aussi il faut en tenir compte, mais dans un cadre plus large. Plus large et plus précis.

« En mai 2008, quelques jours après le début de l'occupation, une réunion de l'intersyndicale s'est tenue à ce sujet. Des syndicalistes nous ont fait savoir que les conclusions avaient été très claires. Une seule et unique solution était envisagée, et c'était de faire le vide autour de nous. Nous isoler par rapport à toutes les forces politiques, de la gauche extrême jusqu'aux partis de gouvernement, et par rapport à toutes les forces associatives et de la société civile, jusqu'aux médias. Et, en plus, tout faire pour nous mettre, délégués et sans-papiers, les uns contre les autres.

« Depuis, il y a bien eu des moments de flottement, des semblants de revirement, mais ce n'était qu'une apparence d'ouverture. En réalité cette ligne a été toujours confirmée. C'est cela qui explique la faillite de toute tentative de médiation. C'est cela qui explique aussi les divisions internes au NPA nous concernant.

« Pour être clair jusqu'au bout, je dirai que tant que la CGT ne changera pas de cap, rien d'important ne pourra aboutir. Par exemple, le 15 avril nous avons été invités, d'une part, par l'UD-CGT, au rassemblement place Saint-Michel, et, d'autre part, non seulement on nous a privés de parole, mais nous avons été violemment attaqués par Raymond Chauveau [voir communiqué page 8]. C'est le jeu de la carotte apparente et du bâton réel, qui continue de s'abattre sur nous. Je pourrais mentionner de nombreux exemples. »

ET MAINTENANT ?

« La lutte continue. Si j'ai proposé ce changement de langage - refuge au lieu d'occupation - c'était pour nous ouvrir à notre tour à toute possibilité d'une initiative unitaire, à la participation la plus large et avant tout de la CGT et de l'intersyndicale. Mais si notre langage n'est pas entendu et qu'on nous referme la porte au nez, eh bien, l'occupation continue.

« On veut toujours faire le vide autour de nous ? Et nous continuons à tout mettre en œuvre pour combler ce vide. Nous ne négligeons aucune possibilité de rassembler autour de nous le maximum de soutiens. Par exemple, il y a environ un mois il y a eu deux grands moments de soutien qui ont réuni à la Bourse du travail plusieurs centaines de nos frères africains. Le premier sur l'initiative de Malamine Koné, le pdg

de la marque d'équipements sportifs Airness. Le deuxième sur celle de Kanouté Almamy, qui a fait venir le chanteur rap Mokobé Traoré. Celui-ci à son tour a amené avec lui beaucoup de ses fans et d'autres rappers, outre le trois fois champion du monde de boxe française Enoch Effah. Ce dimanche-là, la Bourse était pleine à craquer de jeunesse noire de France.

« Pour les perspectives, j'ajouterais seulement que nous sommes en train de réfléchir à d'autres initiatives pour débloquer cette situation d'impasse. Mais il ne faut pas oublier qu'entretiens les régularisations obtenues avec nos seules forces continuent. Elles se somment déjà à plus de cent. »

Rhône : création d'un syndicat de sans-papiers

C'est le titre d'un court article de l'Humanité du 15 avril, qui écrit :

« C'est avec 40 adhérents que l'UD-CGT du Rhône a officialisé la création du tout nouveau syndicat CGT des travailleurs sans papiers du département, il y a 15 jours. "Il s'agit d'aider à la prise de responsabilité, face aux patrons d'une part, pour obtenir le respect du droit du travail, et face à la préfecture d'autre part, pour acquérir la régularisation", expliquait Lerloi Boumerzoug, cheville ouvrière de l'initiative. »

Tout nouveau, tout beau ; espérons que ce ne sera pas du nouveau et du beau pour faire que tout reste la même chose. Quoi qu'il en soit, on retiendra qu'il y a, dans cet acte officiel du plus important syndicat des travailleurs, la reconnaissance formelle de la légitimité, dans le contexte social-politique actuel et dans le cadre de la législation en vigueur, d'un syndicat des travailleurs sans-papiers.

Début octobre déjà, dans son numéro 7, le Journal de la Bourse du travail occupée insistait sur l'intérêt d'un tel syndicat, face aux limites de l'« action syndicale » et du « colonialisme syndical ». Il y revenait, entre autres, dans son numéro 8, avec un long article sur Droit de grève et droit syndical, où l'opportunité et la légitimité sociales aussi bien que la faisabilité légale d'une telle initiative étaient soulignées.

Seulement, ce n'eût pas été avec 40 adhérents ; mais avec les plus de 1000 travailleurs sans-papiers isolés de la Bourse du travail. Il n'est jamais trop tard.

L'occupation ? Une expérience approfondie de lutte

Un certain changement, d'abord perçu, puis déclaré, dans la ligne de la CSP 75 [voir article page 2], a occasionné depuis quelque temps des flottements, voire des tensions entre les différents soutiens - d'une part les soutiens individuels de cette lutte depuis le commencement, et, de l'autre, de nouveaux arrivants, tels les NPA Paris-centre - et aussi entre des soutiens et sans-papiers et des délégués de la CSP 75. Parmi les individuels, François a été à plusieurs reprises la voix la plus critique et lucide envers l'esprit de certaines propositions avancées, ressenties par quelques-uns comme un revirement ou une récupération. Notre journal lui a demandé de résumer son sentiment là-dessus.

LES COMMENCEMENTS D'UN ENGAGEMENT

Pour commencer, François souhaite faire un flash-back afin de souligner sa première perception de ce mouvement, lors de son premier contact, à l'occasion d'une manifestation au mois de juillet dernier.

« Ce qui m'a frappé tout de suite, c'est la force de volonté, la volonté de n'être représentés par personne, de quelque manière que ce soit. Comment dire ? cela était palpable dans l'allure même de cette manifestation, dans l'aspect des attitudes, qui sautait aux yeux. Une manifestation joyeuse, vraiment noire, africaine, cinq cents personnes dansant dans les rues étonnées de Paris leur énergie vitale et leur joie de vivre. Pas du tout accablées par leurs dures conditions d'existence. Une manifestation pas comme les autres, on comptait les soutiens blancs sur les doigts d'une main, j'étais vraiment frappé.

« Cette première impression s'est confirmée par la suite. J'insiste sur l'importance capitale des deux manifestations hebdomadaires de la CSP 75, expressions réelles de la force collective de ces travailleurs sans-papiers et de leur volonté d'autonomie. Leur énergie et leur joie s'expriment aussi dans ceux que j'appellerai des "mots de passe" (tous mériteraient un long commentaire), tels que : "nous ne sommes pas dangereux, nous sommes en danger", et cætera.

« Manifestations et mots de passe sont l'expression visible de la cohérence des formes de lutte et de l'entêtement sur

l'objectif : maintenir sans relâche le rapport de force afin d'obtenir des papiers pour tous. Et - ce que je tiens à souligner tout spécialement dans le cas spécifique, vu le genre d'accusations qui courent - en ne se trompant pas de cible : une lutte lucidement dirigée contre l'État des patrons et le dispositif actuel des lois sur l'immigration.

« L'occupation de la Bourse du travail ne m'est jamais apparue d'entrée comme un mauvais coup porté aux syndicats. Tout au contraire, il y a là un appel à solidarité, une demande et une invitation à la réflexion. Un peu comme s'il s'agissait de leur forcer la main, je veux dire, les pousser vers ce dont ils sont oublieux : la nécessité historique d'inventer, de concert avec tous les travailleurs sans-papiers, des moyens pertinents et efficaces pour obtenir des résultats généraux. C'est une étrange myopie que de ne pas saisir une chose aussi simple.

« On pouvait s'attendre à des réponses allant vers l'unité d'action, elles ne sont pas venues, et c'est cela qui a forcé l'occupation à poursuivre seule le combat.

« N'empêche que ces travailleurs sans-papiers délaissés par les syndicats, y ont gagné une expérience approfondie de la lutte, la découverte progressive des vertus de l'autonomie, le renforcement de la singularité de leur mouvement, et, comme l'a dit un jour Sissoko, le passage de l'invisibilité à l'indivisibilité. »

LA RÉFLEXION SUR LA SITUATION ACTUELLE

« Dans cette situation, sans soutien ni politique ni syndical, les conditions semblaient propices au dépassement : passer à la vision utopique, si l'on veut, mais tout à fait possible, d'une action propre : l'action par un syndicalisme autonome des sans-papiers. La proposition en avait d'ailleurs été avancée.

« C'est un concours de circonstances qui lui a empêché de faire son chemin. Et précisément, les médiations associatives et politiques proposées par le Haut Conseil des Maliens de France et, plus tard, par des représentants du NPA. Cela a ramené les projets d'action aux formes traditionnelles de la négociation sans lendemain et de la recherche d'alliances perdues d'avance ; à la vieille contradiction du mouvement entre l'objectif général (régularisation de tous les sans-papiers) et les moyens déployés.

« En disant cela, je ne veux pas mettre en doute la bonne foi et les bonnes intentions des médiateurs ou des militants. Néanmoins il y a là, à mon sens, le résultat de l'incompréhension des enjeux réels de cette lutte.

« "Des papiers pour tous". Qu'est-ce que cela signifie ? L'affirmation d'un principe non négociable : ici et maintenant.

« Ce principe affirme l'égalité de tous dans la situation présente, il est inconditionnel, à la différence du cas-par-cas. "Régularisation sans critère ni condition" : ceci affirme un dénominateur commun essentiel de ceux qui sont "sans" et qui ne sont rien ("Nous ne sommes rien, soyons tout" ...).

« Il expose l'actualité permanente de la lutte. Car il sera toujours indiscutable, politiquement, de réclamer la régularisation de tous les sans-papiers. La vue portée sur l'horizon du présent, n'ignore nullement l'importance tactique et stratégique de la lutte. Qui peut mieux le savoir que certains délégués et membres de la CSP 75 ? Eux qui étaient déjà à Saint-Bernard, il y a douze ans. Qui, depuis, ont été parties prenantes des actions et occupations qui ont scandé la décennie.

Eux qui, pour quelques-uns, ont été acteurs de la cause des sans-papiers depuis quasiment vingt ans, qui ont connu les lois Pasqua et autres rodomontades lepénistes.

« Je dirai plus. Cela étant, on peut imaginer que même les échecs successifs, l'expérience de l'absence de la faculté d'écoute et de rencontre chez les associations et partis qui ont tenté de ramener la CSP 75 au bercail de la bonne conduite syndicale, soumise au calcul des organisations ayant pignon sur rue, on peut imaginer, dis-je, que même ces échecs serviront à renforcer ses convictions et ses positions dans le combat des sans-papiers. Ce combat, sa portée sociale la plus large, au-delà de la revendication de la régularisation, est d'exister de façon singulière, non sous tutelle, est de se faire entendre de vive voix dans le concert des luttes, de continuer à savoir inventer les moyens de sa propre voix. Il s'inscrit, comme tel, dans la lutte générale des travailleurs contre l'offensive tous azimuts du capital, c'est là sa raison d'être la plus profonde, et celle que j'approuve le plus.

« Voilà un terrain bien réel sur lequel on peut apprécier la participation des travailleurs migrants à la société du pays d'accueil : non pas leur "participation" qui se réduirait à des formules ou à des conduites mimétiques de conformation et normalisation, mais, au contraire, leur engagement actif dans le combat contre l'injustice sociale et politique.

« On pourrait penser que cela rejoint le point de vue de certaines associations qui militent pour une "citoyenneté" pleine des résidents non communautaires. Mais que ne sont-elles pas, alors, ces associations, aux côtés des travailleurs sans-papiers de la Bourse du travail occupée ? »

Les Damnés de la civilisation

Le texte qui suit est le dernier chapitre abrégé d'un essai paru il y a plus d'un an. Cette réduction ne saurait remplacer l'essai complet, pour lequel le lecteur est prié de se rapporter à la revue *Ni patrie ni frontières* (mars 2008) ou au cahier n. 1 (avril 2008) du *Quotidien des sans-papiers*.

Le texte actuel se compose de deux parties, dont la première est une introduction qui résume fortement les thèses de l'essai sur le cours du capitalisme mondial quant à la création de nouvelles classes de travailleurs sans droits. En revanche, nous gardons pratiquement inchangée (en supprimant les notes) la partie conclusive de l'essai, consacrée aux luttes des sans-papiers en France. Publier aujourd'hui cet extrait dans notre journal sous cette forme, cela a le sens d'une invitation à la réflexion sur les défis essentiels qui attendent les militants de la cause des sans-papiers. Si l'on perd, comme il arrive trop souvent, la vision du mouvement d'ensemble, le nombre infini des particularismes ne peut qu'avoir raison des raisons mêmes du mouvement.

LA SUR-PROLÉTARIANISATION DE LA POPULATION MONDIALE

Au cours du dernier demi-siècle, les rapports sociaux spécifiques de la civilisation et de la production capitalistes se sont étendus à toute la planète, sont devenus proprement universels. Les conséquences les plus globales ont été l'expropriation et la dissolution des sociétés paysannes traditionnelles, la paupérisation et la prolétarianisation généralisées des populations concernées. Ces rapports, dans leur spécificité pleine, se sont fait chair, ils sont sortis du ciel du marché mondial des matières et des produits, sphère transcendante, supérieure ou parallèle. Ils ont pénétré dans le marché de la chair et du corps social de populations immenses, se sont fait matière et substance, production immédiate de la vie. Le dieu du capital est descendu sur terre, pour ces vastes populations aussi, est devenu pleinement immanent à l'univers des hommes exploités. Là est la nouveauté des temps actuels, et la notion de « marché mondial » ne peut donc plus globalement les définir.

Depuis un demi-siècle, d'abord d'une manière systématique, planifiée en Chine, et plus confusément, avec incohérence même, dans d'autres pays, puis à l'échelle mondiale, sous forme notamment d'« avis d'experts » et d'ordonnances délivrées par le médecin au chevet de l'enfant malade, se sont développées des politiques sociales étatiques et supra-étatiques de grande envergure (des programmes globaux « de population » au sens le plus concret et le plus large) orientées vers la sur-prolétarianisation de ces populations : c'est-à-dire, de la plus grande partie de l'humanité. Le fait que de telles masses d'hommes soient déracinées, jetées dans la mobilité sociale et spatiale, s'est forcément traduit par ces phénomènes de migrations massives (campagne-ville, ville-ville, internationales), qui sont le signe de notre temps.

Corollaire de ce signe, ou, si l'on veut, second signe des temps : ce balancement, ces flottements institutionnels, flux et reflux des politiques de migration, rigidité et souplesse des lois et des réglementations, rigidité et souplesse de leur application. Ce « flou » n'est pas un produit du hasard, si l'on se place du point de vue de la rationalité d'ensemble ; c'est un produit délibéré et nécessaire de l'ensemble du système social, mécanisme conditionné et « âme du monde » (du monde social) agissante, conscience et volonté politiques, car ce flou a une fonction de valorisation précise. Car c'est là le problème qu'il faut sans cesse régler.

Certes, il s'agit de favoriser la mobilité de la force de travail (qui tient néanmoins à la réalité mouvante et à l'immanence des choses), mais de telle manière que l'on puisse, selon les besoins, aux moments et aux endroits voulus, lâcher ou fermer les écluses, régler l'inondation. Retenir, canaliser, ouvrir les vannes, ou bien stopper le flot de la masse liquide tenue en réserve, l'afflux de la main-d'œuvre sur les lieux de production.

Il n'est pas possible de contrôler - gouverner, exploiter - des populations immenses et mouvantes avec les méthodes « classiques » d'antan, adéquates à une époque où, sur les marchés intérieurs et limités des pays d'Europe, les quantités d'hommes déplacés étaient sans commune mesure avec celles d'aujourd'hui.

C'est ainsi que, pour nous limiter aux pays développés occidentaux et notamment à la France, on voit reparaitre au grand jour, derrière la face présentable de l'État démocratique, et au nom même de la civilisation, la face cachée du Janus bifront que beaucoup avaient cru révolue : la hideuse face d'un pouvoir absolu et « despotique », et l'arbitraire des pouvoirs contre lequel la civilisation démocratique européenne s'est précisément d'abord constituée, au cours des révolutions du XVIII^e siècle.

Si l'action dans la continuité des États les plus démocratiques retrouve ouvertement, avec force approbations, politiques et sociales et morales, le principe des États les plus autoritaires, ce n'est pas un hasard ; c'est que le cours et la tendance de la civilisation mondiale actuelle exigent ces grandes masses d'hommes déplacés, achetés et vendus au plus bas prix, exigent des politiques sociales globales et totales - « totalitaires », diraient beaucoup.

Sur-prolétarianisation, avons-nous dit, de ces populations et de ces hommes, nouveaux parias du monde et *damnés de la civilisation capitaliste mondiale*. Ce mot nouveau exprime de nouveaux rapports de classes à l'échelle mondiale, il dit la condition générale dans laquelle les forces économiques et politiques dominantes comptent acculer, acculent en fait dans une grande partie du monde, la majorité des nouvelles classes salariées.

Il ne s'agit pas, dans la plupart des cas, de prolétaires faiblement ou non protégés par les lois. C'est du système des lois lui-même, de l'ensemble du dispositif légal, qu'il s'agit, en ce qu'il a ou qu'il tend à avoir de plus spécifique : corps de législations conçues pour fabriquer, sur une grande échelle, des armées du travail composées d'une race d'hommes et de femmes inférieurs, nouveaux « nègres » légalement privés des droits et de la dignité d'hommes. Sur-prolétarianisation, comme on disait, comme on dit, surexploitation, mais avec, en plus, ce sens spécifique actuel.

S'il est vrai que la sur-prolétarianisation des anciennes populations paysannes est, par la démesure même du processus, quelque chose de mondialement si nouveau que la simple quantité est détermination d'une qualité nouvelle, alors il y a là autre chose encore. En puissance, mais qui peut porter loin. La promesse - pour le mouvement d'ensemble de libération des hommes - d'une époque, d'une saison nouvelle, le gage de la jeunesse qui se renouvelle.

Les temps récents de l'histoire humaine se sont distingués par deux grandes époques de luttes d'émancipation. Les révolutions du XVIII^e et les révolutions des XIX^e et XX^e siècles. Les révolutions des droits civils et

politiques et les révolutions des droits sociaux. Deux grandes époques de luttes qui se sont souvent chevauchées, imbriquées l'une dans l'autre, de manière plus ou moins inextricable, d'abord en Europe, puis ailleurs dans le monde et notamment dans l'ensemble des mouvements de libération anticolonialistes du XXe siècle.

La conséquence directe de la qualité nouvelle des processus sociaux mondiaux est l'avènement d'une humanité conforme à l'ordre matériel et culturel des rapports de la civilisation capitaliste. Une telle constatation n'est pas un aveu de pessimisme.

Avec le recul du temps, force est de constater que la deuxième époque des luttes d'émancipation n'a fait, pour l'essentiel, qu'incorporer, élever, puis dépasser (encore que seulement en partie) la première. Elle en a compris (embrassé et connu) les modifications, elle a été de son temps. Et la nouvelle époque, la saison nouvelle qui s'annonce, devra de même, pour être du sien, le résumer et le dépasser ; soit résumer, élever et dépasser aussi ce qui reste en elle des deux époques qui l'ont précédée. Récapituler et aller au-delà. Pour ne pas laisser le passé décider de l'avenir. Mais il y a en plus une différence de taille : c'est sa puissance - ce qui peut lui permettre un plein dépassement.

La condition interne, cette conformité nouvelle de l'humanité entière à l'ordre capitaliste, ne doit pas être pensée comme un handicap pour la nouvelle époque. Pas plus que la moindre conscience apparente des voies de la libération chez les nouveaux prolétaires du monde. Leur place spécifique dans la société, la matérialité palpable, physique, de l'oppression légale-illégale à laquelle continuellement, directement ils sont confrontés, leur ôtent vite tout résidu de confiance dans la garantie de leurs droits par les lois ou par les professionnels de l'exercice des lois. C'est avec une conscience aiguë qu'ils se sentent, qu'ils se savent injustement exploités, rabaisés dans leur qualité d'hommes. L'opposition s'établit dans leur esprit avec une sorte de radicalité : d'un côté leurs droits, leur dignité, de l'autre les lois et l'État.

Ce qui fait en revanche cruellement défaut, ce sont l'unité et la radicalisation réelle, historique, des luttes. L'une ne va pas sans l'autre.

LES LUTTES DES SANS-PAPIERS EN FRANCE

Les luttes des migrants sans-papiers en France sont à ce propos typiques, pour l'ampleur aussi bien que pour la longueur temporelle du mouvement. Leur revendication première est pourtant en soi unificatrice, elle dit d'emblée une position globale. *Des papiers pour tous*. Ce mot d'ordre qui retentit régulièrement, depuis bientôt deux décennies, scandé dans les rues et les places de France, n'est pas seulement en soi unifiant, n'exprime pas seulement, en un éclair, leur être commun, leur détermination commune à être des hommes et des femmes égaux aux autres hommes et aux autres femmes, il s'oppose aussi, immédiatement et directement, à l'État : puisque l'État français veut et voudra tout, sauf des papiers pour tous. (Sauf une telle égalité des droits.)

Quand il arrive que le global soit, somme toute, fort simple (qu'il en soit ainsi réduit à une simplicité telle qu'il peut paraître limité et, pour ainsi dire, buté), c'est qu'il lui faut nier la complexité parce que seule l'extrême simplicité est devenue essentielle : la juste réponse à un univers manichéen et buté. Celui du rapport dominants-dominés, répression-réprimés, réduit à sa plus simple expression.

S'agissant d'hommes et de femmes venant la plupart du

Tiers-monde, des pays jadis colonisés, puis décolonisés et néocolonisés, qui pourra douter qu'il n'y ait là continuité ? Continuité et transposition du rapport colonisé-colonisateur (néocolonisé-néocolonisateur) et même continuité de ses formes, *mutatis mutandis* ; mais surtout transposition de sa substance. Les migrants d'Afrique savent promptement et pertinemment de quoi on parle, dès que quelqu'un le dit.

Et c'est là précisément qu'apparaît aussi, avec force, l'actualité du livre (cité dès le début de l'essai) *Les damnés de la terre* (1961), qui offre l'analyse la plus fine des conséquences de ce rapport sur les consciences sociales et sur les hommes.

Nous venons d'ailleurs de nous livrer à une transposition de l'une de ses thèses centrales - transférée à la lutte actuelle des sans-papiers et à la position globale de leur revendication. Lisons ce qu'écrivait Franz Fanon :

« *Le peuple, par contre [à la différence des intellectuels engagés dans la lutte], adopte dès le départ des positions globales. La terre et le pain : que faire pour avoir la terre et le pain ? Et cet aspect buté, apparemment limité, rétréci, du peuple, est en définitive le modèle opératoire le plus enrichissant et le plus efficace. [...] Le manichéisme premier qui régissait la société coloniale est conservé intact dans la période de décolonisation.* »

Précisément, pour ce qui nous concerne : des papiers pour tous. Que faire, en définitive, pour avoir des papiers pour tous ? C'est toute la question.

Qui a suivi les luttes des sans-papiers, fréquenté les réunions des collectifs, les comités et les associations de soutien, sait quelles pratiques partielles, morcelées, il y a derrière ce mot d'ordre en apparence si unificateur et global. Mais il ne s'agit pas de reprocher, d'imputer quoi que ce soit à la mauvaise volonté des personnes. La mauvaise volonté est celle des faits, elle se trouve entièrement du côté de l'ordre sociologique.

C'est que personne ne semble poser réellement la question : que faire pour avoir des papiers pour tous ? pour que ce « *que faire* » devienne le véritable modèle opératoire et le pivot de toute l'action efficace ?

Au lieu de cette question essentielle, en rupture avec les politiques sociales étatiques, ces procédés fragmentaires, rituels, sans cesse répétés. Ces flottements et attermoissements continuels (qui ne peuvent plus être pris pour des erreurs de jeunesse). Ces pratiques à échelle infime, tiraillées entre des régularisations avaries et la venue de toujours nouveaux contingents, où les laissés pour compte font partie au préalable du compte et du jeu (de tout accord de régularisation éventuel). Cet énorme rocher de Sisyphe sans cesse poussé vers le haut, et qui sans cesse retombe. Et, en contrebas, ces localismes spatiaux et ces localismes idéologiques, marqués par des décennies de gauchisme et (dans une moindre mesure, mais avec une semblable incapacité de se faire inessentiels en face de l'essentiel) d'ultragauchisme. Bref, toute cette activité de base et de soutien coordonnée en substance par la partie adverse ; cette activité dont l'action efficace peut se résumer, dans nombre de cas, en deux mots : mobiliser pour immobiliser.

Nul ne devrait s'en étonner, s'il considère la situation et la conscience sociales du « personnel » de ces collectifs, comités et associations de soutien. En effet, aussitôt posée d'une façon matérielle, opératoire, cette question si simple et si limitée est du genre qui bouleverse : elle

bouscule les équilibres, les habitudes sociales et mentales, les idées reçues. Elle a une seule manière d'être efficace : elle force à aller au-delà de soi, à se mettre en question, à se surpasser, enfin, à penser et à agir d'une manière foncièrement différente.

Là encore, l'analyse que fait Fanon du rapport colonisé-colonisateur se répand et s'absorbe dans notre contemporanéité. En voici les effets sur cette variété très spéciale de l'homme colonisé qu'est « l'intellectuel colonisé » (nous abrégeons fortement) :

« Pour assimiler la culture de l'opprimeur et s'y aventurer [...] il a dû faire siennes les formes de pensée de la bourgeoisie coloniale. Cela, on le constate dans l'inaptitude de l'intellectuel colonisé à dialoguer. Car il ne sait pas se faire inessentiel en face de l'objet ou de l'idée. [...] Emporté dans le mouvement multiforme de la lutte, il a tendance à se fixer sur des tâches locales, poursuivies avec ardeur mais presque toujours trop solennisées. Il ne voit pas tout le temps le tout. Il introduit la notion de disciplines, de spécialités, de domaines [...]. Engagé sur des points précis du front, il lui arrive de perdre de vue l'unité du mouvement et, en cas d'échec local, de se laisser aller au doute, voire au désespoir. »

Combien de ces « intellectuels colonisés » compte-t-on parmi les « soutiens » des collectifs des sans-papiers ?

Cette question, venant après la citation de Fanon, est claire et nette, et pourrait donc se suffire, elle est question et réponse. Mais pour qu'aucun doute ne subsiste, il faut poser deux autres questions, tout aussi claires et suffisantes en elles-mêmes.

Qu'est-ce, ici transposée, que la « culture de l'opprimeur » ? Qu'est-ce, ici, que la « bourgeoisie coloniale » ?

Le péché capital des collectifs est d'être, à de rares exceptions près, dirigés de fait par des personnes au nombre de ces intellectuels. (Fussent-ils non seulement français, européens, mais également des anciens sans-papiers encore actifs dans les collectifs, ou des sans-papiers tout court.) Ils secrètent leurs « spécialités » (leur culture) par tous les pores ; ils colportent partout des formes de pensée et de pratique correspondantes, et celles-ci suffisent pour instiller dans la tête des demandeurs de papiers l'idée que le salut ne peut venir en définitive que des fondements de la culture dominante.

La pratique même des régularisations partielles et individuelles - pourtant objectivement, pragmatiquement si indispensables pour soutenir le mouvement d'ensemble - est à elle seule, dans les formes dont elle est menée normalement, en tant que mission et action exclusives des collectifs, un a priori d'échec global, fixé d'avance, irréversible. De fait, elle représente souvent une fonction conforme d'assouplissement des politiques sociales étatiques, un espace social homogène sinon nécessaire à leur réussite globale. Un *no man's land* fictif interposé « entre l'exploité et le pouvoir » ; une zone franche intermédiaire peuplée d'une « multitude de désorientateurs », dont le propre est d'être le lieu final de l'exercice de cette « violence pacifique », si typique des politiques intérieures des pays capitalistes développés, dont parle Fanon.

Cette pratique inculque en tant que telle aux demandeurs de papiers certaines « idoles » propres à la culture capitaliste occidentale.

« Et d'abord l'individualisme. [...] La bourgeoisie coloniale avait enfoncé à coups de pilon dans l'esprit du colonisé l'idée d'une société d'individus » ; alors que, « dans les formes d'organisation de la lutte », quand « l'af-

faire de chacun ne cesse plus désormais d'être l'affaire de tous [...], le "démerdage", cette forme athée du salut, est, dans ce contexte, prohibé » ; alors que, spontanément, dans une telle lutte, « ce que le peuple demande, c'est qu'on mette tout en commun ».

« Ce contexte », est celui de la lutte globale : le contraire, dans notre cas, de la pratique des régularisations partielles comme mission ; le « que faire » pour avoir des papiers pour tous. Et tout ce qui, dans le mouvement multiforme de la lutte, renvoie par contre, en définitive, à la société d'individus (renvoie les individus engagés dans la lutte à eux-mêmes, à leur situation particulière), participe finalement de la « culture de l'opprimeur ». De la culture dominante, parmi nous - celle, entre autres, des couches moyennes et intellectuelles. Et ceux qui s'en font les vecteurs participent, eux, à l'oppression globale, fût-elle, dans ses formes, la plus « pacifique » et non violente.

Fanon consacre toute une partie de sa réflexion à contrecarrer l'influence de cette culture avant tout chez les intellectuels ; et notamment sa réflexion sur la notion d'une culture différente - différente et nouvelle dans son fondement.

Il convient d'insister sur cette notion parce que, comme on ne peut comprendre son livre si on le réduit à l'œuvre mythique (et donc désormais inoffensive) du « tiers-mondisme », ainsi on ne peut le comprendre si on fait de l'auteur une sorte d'apôtre d'un « culturalisme », d'une quelconque idéologie de la culture, même si non européenne ou anti-européenne.

C'est là surtout que, pour comprendre Fanon, il faut le lire sans œillères. Car sa conception s'oppose à tout atavisme, à tout indigénisme (considéré comme une aliénation de l'homme), à toute tentative ou rêve réactionnaire de faire tourner à contresens la roue de l'histoire culturelle dans les pays du Tiers-monde. (Quelques brefs extraits : « Vouloir coller à la tradition ou réactiver les traditions délaissées c'est non seulement aller contre l'histoire mais contre son peuple. [...] La culture négro-africaine, c'est autour de la lutte des peuples qu'elle se densifie et non autour des chants, des poèmes ou du folklore. [...] Ce sont les colonialistes qui se font les défenseurs du style indigène. »)

Il y a plus. Ainsi qu'il faut le débarrasser, pour en apprécier encore de nos jours la vigueur, des références ordinaires au tiers-mondisme, de même il faut le dépouiller, lui et sa conception de la culture, de cette écorce nationaliste (le nationalisme des nations décolonisées comme base de l'internationalisme socialiste) qui est parmi ses aspects les plus caducs.

L'actualité de Fanon, il faut la chercher sous cette écorce, dans l'analyse des comportements sociaux, de la psychologie des classes et des couches sociales, dans son exploration de leur base matérielle dans les conditions de domination sociale et politique, avant pendant et après les luttes anticolonialistes. Sous cette écorce coule aussi la sève de ce qu'il entend par une culture radicalement nouvelle.

En simplifiant à l'extrême, disons ceci. La domination sociale et politique (en l'espèce la colonisation) provoque des réactions chez les dominés (les hommes colonisés). Quand elle s'exerce d'une manière particulièrement manichéenne et qu'elle fait apparaître le monde social nettement divisé en deux, elle pousse les dominés à sortir de leur isolement, puisqu'ils voient leur condi-

tion commune et qu'ils se reconnaissent comme frères, sœurs, camarades ; ainsi sont semés les grains de la lutte commune, sociale et politique.

C'est sur cette base de la domination matérielle et psychique et de la réaction matérielle et psychique à la domination, que Fanon élabore sa conception de la culture, qui est par excellence une culture des luttes qui ont lieu. Presque une phénoménologie culturelle de ces luttes. *« C'est la lutte qui, en faisant exploser l'ancienne réalité coloniale révèle des facettes inconnues, fait surgir des significations nouvelles et met le doigt sur les contradictions camouflées par cette réalité. Le peuple qui lutte, le peuple qui, grâce à la lutte, dispose cette nouvelle réalité et la connaît, avance, libéré du colonialisme. »*

Ces luttes ont besoin, pour se développer, puis gagner, de devenir globales. Parmi les éléments unificateurs, leur propre culture en élaboration. Elle est nouvelle, parce qu'elle s'exprime au cours de luttes nouvelles et vivantes, mais elle est loin de n'être que spontanée. Elle est aussi un acte conscient, voulu. Le fruit aussi de la volonté d'unification qui surgit du mouvement général des luttes comme sa nécessité historique. Elle est donc une culture avant tout politique et révolutionnaire. Un acte de rationalité consciente. Nouvelle, parce qu'elle veut donner du sens à l'homme nouveau en train de se faire ; et parce que, ce faisant, elle ne peut pas ne pas s'opposer à toute l'ancienne culture ; et qu'en s'y opposant, elle la résume et la dépasse.

« La lutte elle-même, dans son déroulement, dans son processus interne développe les différentes directions de la culture et en esquisse de nouvelles. [...] Cette lutte qui vise à une redistribution fondamentale des rapports entre les hommes, ne peut laisser intacts ni les formes ni les contenus culturels de ce peuple. Après la lutte il n'y a pas seulement disparition du colonialisme mais aussi disparition du colonisé. Cette nouvelle humanité, pour soi et pour les autres, ne peut pas ne pas définir un nouvel humanisme. »

Mais il ne saurait être question, de ce point de vue, d'une nouvelle « aventure spirituelle » de l'homme, d'une nouvelle « idéologie humaniste » à l'exemple de celle affirmée par la bourgeoisie démocratique occidentale, « à prétention universalisante », et finalement conforme à sa domination sur le monde.

« La bourgeoisie occidentale, quoique fondamentalement raciste, parvient le plus souvent à masquer ce racisme en multipliant les nuances, ce qui lui permet de conserver intacte sa proclamation de l'éminente dignité humaine. [...] Le racisme bourgeois occidental à l'égard du nègre et du "bicot" est un racisme de mépris ; c'est un racisme qui minimise. Mais l'idéologie bourgeoise qui est proclamation d'une égalité d'essence entre les hommes, se débrouille pour rester logique avec elle-même en invitant les sous-hommes à s'humaniser à travers le type d'humanité occidental qu'elle incarne. »

Il ne peut donc s'agir, dans la conception culturelle de Fanon, de porter et exporter, de quelque manière que ce soit, la « civilisation » ailleurs dans le monde; il s'agit de créer, de donner corps à une force de libération des hommes.

Une culture différente et nouvelle dans son fondement, puisque, se formant au cours des luttes mêmes d'émancipation des *damnés de la terre*, son but ne peut être que d'« élever la conscience du combattant », que de lui « ouvrir l'horizon », que de « réapprendre [au] peuple et d'abord réapprendre à soi-même la dimension de l'homme » : de « l'homme [qui] revendique et affirme en même temps son humanité illimitée ». C'est pourquoi elle ne peut pas ne pas « reprendre la question de l'homme » dans son entier - d'une manière radicale.

Ce dont il s'agit, c'est, en définitive, « pour le Tiers-monde de recommencer une histoire de l'homme », et, à partir de là, pour toute l'humanité, y compris celle d'Occident, de « faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf ».

Les migrants sans-papiers sont aujourd'hui, dans les pays développés d'Occident, les avant-coureurs des nouveaux damnés de la terre (des damnés de la civilisation capitaliste), masse mondiale humaine mouvante, lame de fond déferlant par-dessus les frontières, et, à la fois, les précurseurs de cette nouvelle dimension de l'homme, de ce devoir-être en puissance de l'humanité entière.

Mais il manque aujourd'hui une pensée, une culture, une vision d'ensemble du mouvement et des luttes des sans-papiers : de ces hommes qui, dans leurs luttes, revendiquent et affirment, d'une manière implicite, inexprimée, d'une manière que la plupart d'entre nous, que la plupart d'entre eux ne voient pas, leur humanité illimitée.

La leçon de Fanon c'est qu'il faut réapprendre à l'homme à voir. Il faut que l'homme se dépasse pour être homme. Pour que le nouveau cesse d'être vieux.

Son livre nous apprend, à la condition de le lire en profondeur, sous l'écorce, il nous fait voir combien nous sommes vieux, nous les « soutiens » des sans-papiers. Nous ne cherchons que des remèdes pour eux, alors que ce sont eux le remède pour nous, eux le remède contre notre humanité vacillante et déçue. Alors qu'il y a tout un monde à changer et à gagner. Nous ne sommes que la bonne conscience de la vieille Europe, sa fausse conscience et sa conscience malheureuse.

Mais il peut apprendre, ce livre, une grande leçon aussi aux sans-papiers. Et là il ne faut pas qu'ils se trompent. Pour lutter contre la vieille Europe, et contre nous, il leur faut d'abord lutter contre eux-mêmes. Aiment-ils vraiment leurs amis européens ? Alors ils doivent vouloir les libérer. Ils doivent, pour ce faire, se libérer eux aussi en même temps, se libérer de l'ennemi qui est en eux et cesser d'être les hommes colonisés qu'ils sont encore trop souvent.

Pour contacter
la Coordination des sans-papiers 75

Sissoko : 06 26 77 04 02

Diallo : 06 99 01 81 59

e-mail : bourse.occupee@free.fr
coordination75@gmail.com

“ Des papiers pour tous ”

l'actualité des luttes de Tous les sans-papiers
en direct à la radio

une émission de Djibril Diaby
de la CSP 75

FPP 106.3 FM

un jeudi sur deux à 13h
prochaine émission : 7 mai

Communiqué de presse, 18 avril 2009

Mercredi 15 avril 2009 a eu lieu, à l'appel de la CGT, un rassemblement à la place Saint-Michel, à Paris, pour l'anniversaire du lancement des grèves des travailleurs sans-papiers, le 15 avril 2008.

À peu près 600 personnes étaient présentes, dont environ 200 de la coordination des sans-papiers 75, celle-ci ayant été invitée par le secrétaire de l'UD-CGT de Paris.

Francine Blanche, secrétaire confédérale CGT, a ouvert les interventions. Elle a fait l'apologie des luttes des travailleurs sans-papiers. Mais quand Sissoko, le coordinateur de la CSP 75, a demandé la parole, elle la lui a personnellement refusée.

Par la suite, la CSP 75 a plus d'une fois demandé la parole, mais elle a à chaque fois essuyé des refus. Pendant ce temps, plusieurs de ses soutiens ont été apostrophés par des cégétistes avec des mots tels que : « Pauv' cons ! », « Saloperies ! », « Vous continuez à soutenir ces gens-là ! » [les travailleurs sans-papiers isolés qui occupent la Bourse du travail] « Ces gens-là qui ne comprennent rien ! »

Raymond Chauveau a pris aussi la parole. Son discours a vite tourné en une attaque en règle, très virulente, contre l'occupation de la Bourse du

travail. « Il faut que ça finisse ! », et il est allé jusqu'à alerter les autres travailleurs sans-papiers présents (pour la plupart des intérimaires) contre la CSP 75, criant que celle-ci serait un danger pour les autres sans-papiers et pour tous les travailleurs.

S'ils étaient de bonne foi, il suffirait à ces deux syndicalistes de prendre connaissance du nombre de licenciements (largement supérieur à celui des régularisations) que la « régularisation par le travail » a jusque-là occasionnés, pour se rendre compte de toute leur erreur. S'ils étaient de bonne foi, réfléchir à ce nombre leur éviterait de se lancer dans des cris de victoire ou dans des invectives, aussi déplacés les uns que les autres.

La CSP 75 interroge donc directement, sur ces faits, Bernard Thibault, secrétaire général, et l'ensemble des inscrits de la CGT.

Est-il normal que deux responsables CGT s'approprient de la parole pendant une manifestation publique consacrée aux travailleurs sans-papiers ? Est-il normal qu'ils cherchent à semer la division parmi ceux-ci ? Est-il normal qu'ils nous refusent la parole, à nous les sans-papiers intéressés et qui avons aussi nos cartes CGT ? Est-il normal qu'ils nous privent de ce droit démocratique élémentaire, alors même que nous étions invités (évidemment dans le seul but de faire nombre), et qu'enfin nous soyons verbalement agressés, menacés, et nos soutiens insultés ?

« Mais qu'est-ce qu'ils font encore ces gens à la Bourse du travail !? »

Sur Google, si vous tapez Raymond Chauveau, le premier de la liste qui s'affiche est le site resf89 qui reproduit un article du journal le Monde titré « un syndicaliste en rouge et noir ». Il y est dit « aussi discret qu'une ombre », parlant d'« une voix à peine audible », par ailleurs « membre du Parti communiste des ouvriers de France, courant marxiste-léniniste ».

Ce quinquagénaire à qui la CGT semble avoir confié son image de marque concernant les travailleurs sans-papiers, a eu l'occasion de désavouer le contenu de cet article, quant à sa discrétion et à sa voix, place Saint-Michel à Paris, le 15 avril dernier. [Sur ce rassemblement voir le communiqué ci-dessus].

Voici quelques fleurs de son éloquence, aussi discrète que peu criarde, tirées de l'enregistrement vidéo. Ayant exalté la « solidarité sans pareils » des travailleurs sans-papiers et de la CGT, c'est en ces termes qu'il a hurlé sa propre solidarité

envers ceux de la Bourse du travail :

« Il y a des gens qui sont venus ici à ce rassemblement qui viennent de la Bourse du travail à Paris. Ce sont des gens qui sont sans papiers, mais ce sont des gens qui agressent le syndicat CGT ! Ce sont des gens qui occupent le syndicat CGT [sic], sous prétexte que le syndicat CGT ne fait rien pour eux ! Mais, c'est des conneries ! Mais qu'est-ce qu'ils font encore ces gens, ces travailleurs isolés, ces travailleurs sans-papiers, encore à la Bourse du travail !? Il faut que cela cesse ! Il faut rejoindre le syndicat dans la lutte, et pas entraver sa lutte ! Franchement, camarades, puisqu'ils sont ici, quelque part, discutez avec eux, dites leur que leur combat contre la CGT est contre-productif. Ça ne sert à rien, ça dessert la CGT, ça dessert le mouvement ! »

Quelque part, ces gens (un tiers du rassemblement à eux seuls) ont répliqué au mégaphone par la voix d'Adama, travailleur sans-papiers isolé de la CSP 75 : « L'occupation de la Bourse du travail est normale ! »

Communiqué, 28 avril 2009

Des rumeurs courent suivant lesquelles les dossiers des sans-papiers seraient « choisis » par la CSP 75 contre de l'argent.

La CSP 75 est un mouvement autonome, composé de quatre collectifs qui sont autonomes à leur tour. De telles rumeurs, et les personnes qui le mettent en circulation, ne sont pas seulement malveillantes ; ce qu'elles visent n'est rien d'autre que la déstabilisation de ce mouvement, et cela pour la simple raison de son entière indépendance.

Elles cherchent à diviser les sans-papiers ; à les mettre les uns contre les autres, et contre les délégués.

La CSP 75 dément formellement ces rumeurs. Elle exclut que des délégués puissent se faire payer pour favoriser des dossiers en préfecture. Ses responsables ont toujours prévenu les sans-papiers de ne donner de l'argent à personne, car personne de la coordination, ni des quatre collectifs, n'a le pouvoir ou la possibilité de favoriser les dossiers.

Le présent communiqué sera diffusé aux sans-papiers de la Bourse du travail. Tous sont invités à ne donner de l'argent à personne, en dehors des cotisations annuelles. Tous sont invités à signaler aux responsables de la coordination toute personne qui - délégué ou pas - leur demanderait de l'argent, de telle sorte que cette personne puisse être exclue de la coordination et du collectif dont elle est membre.

Manifestation du 25 avril et rencontre au ministère

À l'appel de la CSP 75, presque un millier de personnes ont marché sur le ministère de l'immigration pour demander la « régularisation sans critère ni condition » de tous les sans-papiers qui occupent la Bourse du travail depuis un an. On comptait, parmi les manifestants, une trentaine de soutiens français.

Le 28 avril, une délégation a été reçue, accompagnée du maire du deuxième arrondissement et d'un représentant du haut conseil des Maliens de France.

Deux points marquants, à l'issue de cette rencontre. La reconnaissance de la CSP 75 comme interlocuteur du ministère ; l'abandon de l'article 40 comme critère de régularisation de ces travailleurs sans-papiers isolés. Piste de travail retenue : la recherche de nouveaux critères sur une base « humanitaire et de bon sens ». Une nouvelle rencontre est prévue mi-juin.

Pour que ces résultats dus à la ténacité et à l'autonomie d'action de la CSP 75 se concrétisent, il ne faut pas relâcher la pression. La mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire.